

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Un nouvel élan pour la science, la technologie et l'innovation

Le ralentissement économique récent cédant la place à de meilleures perspectives de croissance économique dans l'ensemble de la région de l'OCDE, les pouvoirs publics accordent un regain d'attention aux moyens de tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour réaliser leurs objectifs économiques et sociaux. La poursuite de la transition vers des économies davantage fondées sur le savoir jointe à la concurrence croissante de la part de pays non membres pousse les pays de l'OCDE à s'appuyer de plus en plus sur la création, la diffusion et l'exploitation de connaissances scientifiques et technologiques, ainsi que d'autres ressources intellectuelles, pour accroître la croissance et la productivité. Les industries de haute technologie assurent une part croissante de la valeur ajoutée et des échanges internationaux à l'échelle de l'OCDE et elles devraient jouer un rôle significatif dans la reprise économique.

Ces dernières années, du fait de la médiocrité de la conjoncture économique, les investissements en science et technologie ont été limités. Les investissements mondiaux dans la R-D, par exemple, ont progressé de moins de 1 % entre 2001 et 2002, contre 4,6 % par an entre 1994 et 2001. De ce fait, les dépenses de R-D ont fléchi de 2,28 % à 2,26 % du PIB pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, sous l'effet des reculs enregistrés aux États-Unis, durement frappés par le ralentissement économique. L'intensité de R-D a également fléchi dans plusieurs pays d'Europe de l'Est qui continuent de restructurer leurs économies, mais elle a augmenté dans l'Europe des 25 considérée dans son ensemble, de même qu'au Japon et, plus largement, dans la région Asie-Pacifique.

Conscients de l'importance de l'innovation pour la croissance et la performance économiques, la plupart des gouvernements de l'OCDE se sont attachés à protéger les investissements publics de R-D des coupes budgétaires et, très souvent, ils ont même pu les augmenter légèrement. Bien qu'encore nettement en dessous des niveaux du début des années 1990, les dépenses publiques à l'échelle de l'ensemble de l'OCDE sont passées de 0,63 à 0,68 % du PIB entre 2000 et 2002, la progression des allocations budgétaires étant particulièrement sensible aux États-Unis, devant le Japon et l'Union européenne. Compte tenu des préoccupations croissantes liées à la sécurité nationale, une bonne partie de la progression observée aux États-Unis est allée à la R-D pour la défense, ainsi qu'aux dépenses de R-D liées à la santé qui ont également progressé, bien que plus légèrement.

La science, la technologie et l'innovation sont essentielles à l'amélioration de la performance économique.

Les investissements récents dans la science, la technologie et l'innovation ont été freinés par l'atonie de la croissance économique.

Les dépenses de R-D des gouvernements ont faiblement progressé...

... alors que les dépenses de R-D des entreprises ont fléchi, du fait de réductions aux États-Unis.

À l'origine des baisses récentes de l'intensité de R-D dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, des coupes profondes ont été opérées dans la R-D du secteur des entreprises aux États-Unis. La R-D financée par l'industrie est tombée de 1.88 à 1.65 % du PIB aux États-Unis entre 2000 et 2003, et celle exécutée par le secteur des entreprises fléchissait de 2.04 à 1.81 % du PIB. Au Japon, en revanche, la R-D exécutée par les entreprises a fortement progressé – passant de 2.12 à 2.32 % du PIB entre 2000 et 2002 – tandis que l'Union européenne affichait des gains limités. Les investissements en capital risque se sont également effondrés, passant de 106 milliards d'USD à 18 milliards d'USD aux États-Unis entre 2000 et 2003, et de 19.6 milliards d'EUR à 9.8 milliards d'EUR entre 2000 et 2002 dans l'Union européenne. Bien que l'amélioration des perspectives économiques laisse entrevoir une reprise de la R-D des entreprises et du capital-risque, les taux de croissance pourraient être limités par les incertitudes qui subsistent quant au rythme de la reprise.

La science et l'innovation font l'objet d'une attention accrue des décideurs...

Les perspectives d'une reprise économique plus vigoureuse dans l'ensemble de la région de l'OCDE créent de nouvelles possibilités d'un soutien accru à la science, à la technologie et à l'innovation. De nombreux pays de l'OCDE ont introduit des plans nationaux nouveaux ou révisés en faveur de la politique scientifique, technologique et d'innovation et un nombre croissant de pays ont fixé des objectifs de progression des dépenses de R-D. Pratiquement tous les pays cherchent à améliorer la qualité et l'efficacité de leur recherche publique, à stimuler l'investissement des entreprises dans la R-D et à renforcer les synergies entre les secteurs public et privé. Les partenariats public/privé (PP/P) sont devenus un élément clé de la politique d'innovation et ils attirent une proportion croissante des financements. Les décideurs accordent également de nouveau une grande importance aux ressources humaines en science et en technologie, s'agissant notamment d'assurer la disponibilité d'une offre suffisante de travailleurs qualifiés (chercheurs et ingénieurs en particulier) pour soutenir la croissance économique et la restructuration induites par l'innovation.

... mais l'action publique doit prendre en compte le rôle croissant du secteur des services et la mondialisation accrue de la science et de la technologie.

Plus qu'auparavant, les politiques en matière de science, de technologie et d'innovation doivent s'adapter aux besoins du secteur des services et à la dynamique de la mondialisation. Les services assurent une part croissante de la R-D dans les pays de l'OCDE – 23 % du total de la R-D des entreprises en 2000, contre environ 15 % en 1991 – et la capacité à innover des industries de services influera fortement sur la croissance globale, la productivité et l'emploi. Celles-ci demeurent cependant moins innovantes globalement que les entreprises manufacturières. Dans le même temps, la science, la technologie et l'innovation se mondialisent de plus en plus. Les dépenses de R-D combinées de la Chine, d'Israël et de la Russie ont représenté 15 % de celles des pays de l'OCDE en 2001, contre 6.4 % en 1995. Dans de nombreux pays de l'OCDE, la part de la R-D exécutée par des filiales étrangères d'entreprises multinationales a également augmenté. Les décideurs doivent faire en sorte que les économies de l'OCDE demeurent fortes face à une concurrence de plus en plus vive et qu'elles bénéficient de l'expansion des réseaux des entreprises multinationales.